

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°37

janvier-mars 2025

Culture

Table des matières

Le journal inédit du poète palestinien Refaat Alareer sur le génocide.....	3
Philippe Borrel, réalisateur : « Demain, qui gouvernera, humains ou algorithmes ? ».....	9
« Sauvages » de Claude Barras : « Voir des gens qui résistent encourage à lutter ».....	15
Corps prolétaire.....	18
Larzac : les utopies concrètes.....	19
Le livre-marchandise, un danger écologique.....	20
« L'Occident ne peut pas se cacher », à propos du film d'Al Jazeera.....	26

Le journal inédit du poète palestinien Refaat Alareer sur le génocide

19 octobre 2023 : À Gaza, nous nous sommes habitués à la guerre

D'horribles expériences de mort et de destruction ont impacté en permanence la culture, la langue et la mémoire collective des Palestiniens. « *C'est de nouveau la guerre ?* » demande ma petite Amal, 7 ans, dont les souvenirs des précédentes offensives israéliennes sont toujours frais dans son esprit.



Refaat Alareer /1979-2023

La manière de poser la question montre la maturité que la fillette a été forcée de développer. L'an dernier, elle avait demandé à sa maman si c'était « *une autre guerre* ».

Oui, c'était à nouveau la guerre à Gaza ! À Gaza, nous nous sommes habitués à la guerre. La guerre est devenue une réalité récurrente, un cauchemar qui ne s'en ira pas. Une normalité brutale. La guerre est devenue comme une vieille parente grincheuse, qu'on ne supporte pas, mais dont on ne peut se défaire ou quoi que ce soit.

Ce sont les enfants qui paient le tribut le plus lourd. Un tribut fait de peur et d'un traumatisme incessant qui se reflète dans leurs comportements et leurs réactions. On estime que plus de 90 pour 100 des enfants palestiniens de Gaza montrent des signes de traumatisme. Mais des spécialistes prétendent aussi qu'il n'y a pas de traumatisme d'après-guerre à Gaza, puisque la guerre a toujours cours.

Ma grand-mère me disait d'enfiler un pull épais parce qu'il allait pleuvoir. Et il allait pleuvoir ! À l'instar de nombreuses personnes âgées palestiniennes, elle était animée d'un sentiment unique, d'une compréhension de la terre, du vent, des arbres et de la pluie. Les personnes âgées savaient quand cueillir les olives pour les mettre en saumure ou en faire de l'huile. J'ai toujours envié ce savoir.

Désolé, bonne-maman. Au lieu de cela, nous sommes plutôt devenus sensibles aux aléas de la guerre. Cette hôte pénible nous rend visite sans qu'on l'invite, sa présence n'est ni bienvenue ni désirée, elle se perche sur nos poitrines et notre souffle, puis réclame la vie d'un grand nombre des nôtres, par centaines et par milliers.

Un Palestinien de Gaza né en 2008 a assisté à sept guerres : 2008-2009, 2012, 2014, 2021, 2022, 2023A et 2023B. Et c'est ainsi que naît l'habitude, à Gaza, quelqu'un peut être âgé de sept ans, ou de quatre guerres. Ma petite Amal, née en 2016, est aujourd'hui titulaire d'un baccalauréat ès guerres, puisqu'elle a traversé quatre campagnes destructrices. À Gaza, nous parlons souvent des guerres en termes de diplômes universitaires : un baccalauréat ès guerres, une maîtrise ès guerres et certains pourraient faire allusion avec humour à leur qualité de candidats au doctorat ès guerres.

Notre discours a changé et s'est modifié de façon significative. Le soir, quand Israël intensifie particulièrement les bombardements, il est question de « *fête* » : « *La fête commence.* » « *La fête va être horrible, ce soir.* » Puis, il y a « *La Pochette* », avec un L majuscule et un P majuscule. Il s'agit de la pochette que l'on prépare en toute hâte et qui doit contenir l'argent liquide, les CI, les certificats de naissance et les diplômes de l'université. Le but est de mettre la main sur les enfants et un seul objet au moment où il y a menace d'évacuation.

La mémoire collective et la culture des Palestiniens de Gaza a été fortement impactées par ces horribles expériences de la guerre et de la mort. La plupart des Gazaouis ont perdu des membres de leur famille, des proches ou des êtres chers, ou ont vu leur maison endommagée ou détruite. On estime que, l'une dans l'autre, ces guerres et ces escalades ont coûté la vie de plus de 9 000 Palestiniens (on en était à 7 500 quand j'ai commencé à rédiger ceci la semaine dernière) et détruit plus de 60 000 unités de logement.

La mort et la guerre. La guerre et la mort. Les deux sont persona non grata ; pourtant, nous ne pouvons les forcer à s'en aller. À nous laisser ici.

Le poète palestinien Tamim Al-Barghouti résume la relation créée par la guerre entre la mort et les Palestiniens (traduction en français à partir de la traduction en anglais de Refaat Alareer, NdT) :

Ce n'était pas sage de ta part, la Mort, de t'approcher.

Ce n'était pas sage de ta part de nous assiéger durant toutes ces années.

Ce n'était pas sage de venir habiter si près,

Si près que nous avons mémorisé ton visage

Tes habitudes alimentaires

Ton temps de repos

Tes sautes d'humeur

Les désirs de ton cœur

Et même tes faiblesses.

Ho ! La Mort, méfie-toi !

Ne te repose pas avant de nous avoir tous comptés.

Nous sommes nombreux.

Et nous sommes toujours ici

[Soixante-dix] ans après l'invasion

Nos torches sont toujours allumées

Deux siècles

Après que Jésus est venu pour sa troisième année sur notre terre

Nous t'avons connue, la Mort, trop bien connue.

Ho ! La Mort, notre intention est claire :

Nous allons te vaincre,

Même s'ils nous tuent tous et toutes.

La Mort, crains-nous,

Car nous voilà, et sans crainte.

23 octobre 2023 : Cinq stades dans la gestion de la guerre à Gaza

Notre familiarité avec la guerre à Gaza nous a amenés à développer une perspective unique et des mécanismes de gestions uniques.

Nous pouvons identifier cinq stades émotionnels majeurs par lesquels passent les Palestiniens au cours de ces sombres conflits. Ces stades sont le rejet, la crainte, le silence, la prostration, l'espoir, le désespoir et la soumission.

Nous en sommes au 16^e jour et Israël a tué plus de 5 000 Palestiniens (ils sont nombreux à n'être toujours pas repris, car sous les décombres), dont plus de 2 000 enfants palestiniens, nous disent les autorités de Gaza. Plus de 15 000 ont été blessés et plus de 25 000 logements palestiniens ont été détruits. Et Israël se déclare prêt pour une invasion terrestre.

Premier stade : Le rejet

Dans les premiers stades de la crise, il y a souvent un sentiment de rejet. Nous nous convainquons que, cette fois, cela ne débouchera pas sur la guerre. Les gens sont las des conflits récurrents et les deux camps peuvent sembler trop préoccupés pour s'engager dans la guerre. Au moment où les missiles nous survolent et tombent, nous maintenons une forme de rejet partiel en espérant que, cette fois, ce ne sera pas aussi long ou dévastateur que lors des guerres précédentes.

Non, cette fois, ce ne sera pas la guerre. Tout le monde en a assez des guerres. Israël est trop occupé pour aller en guerre.

Les Palestiniens sont trop épuisés et trop meurtris pour s'engager dans une guerre. Cela pourrait tout juste durer cinq jours, à prendre ou à laisser, espérons-nous.

Deuxième stade : La crainte

Bien vite, le rejet se mue en crainte à mesure que la réalité d'une autre guerre s'installe. Gaza est paralysé alors que les civils, dont les enfants, sont attaqués par les bombes israéliennes. Les photos et les vidéos de

massacres, de maisons oblitérées avec les familles restées à l'intérieur, de gratte-ciel soufflés comme des châteaux de cartes transforment le rejet en terreur.

Chaque frappe, en particulier la nuit, signifie que tous les enfants se réveillent en pleurant et en criant. En tant que parents, nous avons peur pour nos enfants et nous craignons de ne pas pouvoir protéger les êtres qui nous sont chers.

Troisième stade : Le silence et la prostration

Cela vient au moment où Israël intensifie particulièrement le bombardement des habitations civiles. On interrompt les histoires que l'on raconte. Les prières tournent court. On quitte brusquement la table sans plus rien manger. On abandonne les douches.

Par conséquent, au beau milieu du chaos et du danger créés par Israël, ils sont nombreux, à Gaza, et tout particulièrement les enfants, à se retirer dans le silence. Ils trouvent un soulagement dans la solitude en tant que moyen de gérer le débordement d'émotion et d'incertitude qui les entoure. Le silence prévaut.

S'ensuit la prostration. Quand les gens tentent de se protéger contre l'avalanche constante de mauvaises nouvelles, ils finissent par devenir indifférents. Parce que nous pourrions mourir, de toute façon, qu'importe où nous allons. La prostration émotionnelle s'installe, quand les individus tentent de se détacher de leurs émotions, afin de survivre.

Quatrième stade : L'espoir

En plein désespoir, des lueurs d'espoir peuvent surgir. Même dans les moments les plus sombres, les Gazaouis peuvent s'accrocher à la foi en ce qu'Israël pourrait du moins tuer moins de monde, bombarder moins d'endroits et faire moins de dégâts. Les plus optimistes d'entre nous souhaitent un cessez-le-feu durable ou la fin du siège ou même de l'occupation. Mais il ne s'agit que d'un espoir. Et l'espoir est dangereux. Nous espérons que les hommes politiques assumeront. Nous attachons notre espoir aux masses qui descendent dans les rues pour garantir et promettre à leurs hommes politiques de les punir aux prochaines élections s'ils soutiennent l'agression israélienne contre les Palestiniens de Gaza.

Cinquième stade : Le désespoir et la soumission

Malheureusement, l'espoir peut souvent être flottant et bien des Gazaouis ont connu des cycles récurrents de désespoir. La perte répétée de vies, de maisons et de sécurité aboutit à de profonds sentiments de désespoir.

Dans le stade final apparaît un sentiment de soumission quand les Gazaouis acceptent la réalité du fait qu'ils sont incapables de modifier la situation. Qu'ils sont seuls. Que le monde nous a abandonnés. Qu'Israël peut tuer et détruire à tort et à travers en toute impunité. C'est un stade marqué par la capacité d'endurer, dès le moment où les Palestiniens luttent pour s'adapter et persévérer face aux défis permanents.

Ces stades de la guerre sont devenus une composante malheureuse de la vie à Gaza, cinglant la résilience et la persévérance des Palestiniens face aux épreuves inimaginables que leur impose l'occupation israélienne.

27 octobre 2023 : À quoi cela ressemble-t-il quand Israël bombarde votre maison ?

J'ai six enfants. Jusqu'à présent, nous avons survécu à sept grosses escalades israéliennes en restant indemnes. Nous sommes une famille moyenne. Ma femme, Nusayba, est une femme d'intérieur. J'ai deux enfants à l'université et ma plus jeune, Amal, a sept ans. À Gaza, Amal est déjà âgée de quatre guerres.

Nous sommes une famille moyenne à Gaza, mais nous avons largement eu notre part de morts et de destruction par Israël.

Jusqu'à présent, depuis le début des années 1970, j'ai perdu 20 (et 15 la semaine dernière) membres de ma famille élargie du fait de l'agression israélienne.

En 2014, Israël a détruit notre maison familiale, de sept appartements, et a tué mon frère Mohammed.

En 2014, Israël a tué environ 20 membres de la famille de ma femme, dont son frère, sa sœur, trois des enfants de sa sœur, son grand-père et son cousin et a détruit plusieurs des maisons de ma belle-famille.

En tout, ma femme et moi avons perdu plus de 50 membres de nos familles dans les guerres et la terreur d'Israël.

La guerre de 2023 contre Gaza

Quand les bombes tombent et qu'Israël cible des familles qui dorment dans leur maison, les parents sont déchirés entre plusieurs problèmes.

Devrions-nous partir ? Mais pour aller où, quand Israël cible les évacués en chemin et cible également les zones où ils se rendent ?

Devrions-nous rester parmi des proches ? Ou nos proches devraient-ils rester avec nous, vu que notre maison est relativement « sûre » ? On ne peut jamais être sûr. Ça été plus de 75 ans d'occupation brutale – et au moins six offensives majeures de l'armée israélienne ces quinze dernières années – et, jusqu'à présent, nous ne sommes pas parvenus à comprendre la brutalité et la mentalité de mort et de destruction d'Israël. Et, puis il y a la crainte de que faire si (quand) nous sommes (serons) bombardés. Nous tentons d'échapper aux bombes. Mais comment peut-on échapper aux bombes quand Israël en largue trois, quatre ou cinq consécutivement sur la même maison ?

La grande question que débattent les ménages palestiniens, c'est de savoir si nous devrions dormir dans la même chambre, de sorte que, lorsque nous mourrons, nous mourrons ensemble, ou si nous devrions dormir dans des chambres différentes de sorte que certains d'entre nous pourraient survivre.

La réponse est toujours que nous devons dormir ensemble dans la pièce de séjour. Si nous mourons, nous mourrons ensemble. Personne n'a à faire face au chagrin.

Pas de nourriture. Pas d'eau. Pas d'électricité.

Cette guerre de 2023 est différente. Israël a intensifié son recours à la faim comme arme. En assiégeant complètement Gaza et en lui coupant l'électricité et l'eau tout en lui interdisant l'aide ou les importations, Israël met non seulement les Palestiniens à la diète, mais il les affame également.

Dans mon ménage, et nous sommes une famille qui s'en tire bien, ma femme et moi nous sommes assis avec les enfants pour leur expliquer la situation, surtout aux petits : « *Nous devons nous rationner. Nous devons ne manger et ne boire qu'un quart de ce que nous consommons habituellement. Ce n'est pas que nous n'avons pas d'argent, mais la nourriture vient à manquer et nous n'avons guère d'eau.* »

Et bonne chance pour expliquer à votre fille de sept ans qu'elle ne peut avoir ses deux œufs le matin et qu'au lieu de cela elle va devoir se contenter d'un quart de bombe ! (Car, plus tard, Israël a même bombardé les œufs.)

En tant que père, je me sens désespéré et sans recours. Je ne puis fournir l'amour et la protection que je suis censé donner à mes enfants.

Au lieu de souvent dire à mes enfants « Je vous aime », je n'ai pu que leur répéter, au cours des deux semaines écoulées :

« *Les enfants, mangez moins. Les enfants, buvez moins.* » Et j'imagine que ce sont les derniers mots que je leur dirai et cela a un effet dévastateur.

Israël bombarde notre immeuble

Si nous avons un peu à manger la semaine dernière, cette fois, nous n'en avons pour ainsi dire plus parce qu'Israël a frappé notre maison avec deux missiles alors que nous étions à l'intérieur. Et sans avertissement préalable !

Ma femme Nusayba avait déjà dit aux enfants de courir si un bombardement se produisait à proximité. Nous ne nous serions jamais attendus [tout notre immeuble] à être touchés. Et cela avait été un conseil en or.

J'accueillais quatre familles de proches, dans mon appartement. La plupart étaient des enfants et des femmes.

Nous avons couru, couru. Nous portions les tout petits et nous avons attrapé nos petits sacs avec notre argent et les documents importants que les Gazaouis gardent près de la porte chaque fois qu'Israël se lance dans une guerre.

Nous nous sommes échappés par miracle, uniquement avec des bleus et de petites plaies. Nous avons vérifié si tout le monde était en bon état. Après quoi, nous nous sommes rendus dans un abri de l'ONU tout proche, où les conditions étaient inhumaines. Nous nous sommes entassés dans de petites classes avec d'autres familles.

Avec cela, nous avons perdu notre toute dernière impression de sécurité. Nous avons perdu notre eau. Nous avons perdu notre nourriture et les œufs restants qu'Amal aime tant.

Nous sommes une famille palestinienne moyenne. Mais nous avons eu notre part plus qu'honnête de mort et de destruction de la part d'Israël. À Gaza, personne n'est en sécurité. Et aucune place n'est sûre. Israël pourrait nous tuer tous, les 2,3 millions que nous sommes, et le monde ne sourcillerait même pas.

Refaat Alareer (7 octobre 2023 - 6 décembre 2023)

Les vers cités de Tamim Al-Barghouti sont extraits de la seconde partie de son poème « Communiqué militaire ».

Publié le 23 août 2024 sur The Electronic Intifadah ,

Traduction: Jean-Marie Flémal

Ces textes seront également repris dans *If I Must Die: Poetry and Prose* (Si je dois mourir : poésie et prose), une anthologie des œuvres de Refaat Alareer accompagnée d'une introduction de Yousef M. Aljamal et qui sera publiée par *OR Books*.

Outre nombre d'autres textes, Refaat Alareer a contribué à *The Electronic Intifada* avec deux narrations sur son expérience au cours de l'actuel génocide : « *Israel bombed my home without warning* » (« *Israël a bombardé ma maison sans avertissement préalable* »), publiée le 22 octobre 2023, et « *Israel's claims of 'terrorist activity' in a children's hospital were lies* » (*Les allégations d'activités terroristes' dans un hôpital pour enfants étaient mensongères*), publiée le 19 novembre 2023.

Refaat Alareer a également participé à plusieurs reprises au livestream de *The Electronic Intifada*, lancé dès le début du génocide. Dans le premier épisode de ce livestream, diffusé le 9 octobre, spectateurs et auditeurs ont pu entendre les bombes exploser à l'arrière-plan au moment où Alareer expliquait pourquoi les Palestiniens insistaient sur la lutte pour la justice et la libération face à la violence génocidaire d'Israël. La dernière apparition d'Alareer dans le livestream a eu lieu le 1er décembre 2023, quelques jours avant sa mort, mais n'a duré que quelques minutes, en raison d'une coupure de courant chez lui et de la perte de toute connexion.

Le 26 avril 2024, une attaque israélienne tuait la fille aînée d'Alareer, Shymaa, en compagnie de son mari Muhammad Abd al-Aziz Siyam et de leur fils de trois mois, Abd al-Rahman. L'enfant était né après le décès de Refaat Alareer et il était son premier petit-fils. [Yousef M. Aljamal]

Si je dois mourir
S'il est écrit que je dois mourir
Il vous appartiendra alors de vivre
Pour raconter mon histoire
Pour vendre ces choses qui m'appartiennent
Et acheter une toile et des ficelles
Faites en sorte qu'elle soit bien blanche
Avec une longue traîne
Afin qu'un enfant quelque part à Gaza
Fixant le paradis dans les yeux
Dans l'attente de son père
Parti subitement
Sans avoir fait d'adieux
À personne
Pas même à sa chair
Pas même à son âme
Pour qu'un enfant quelque part à Gaza
Puisse voir ce cerf-volant
Mon cerf-volant à moi
Que vous aurez façonné
Qui volera là-haut
Bien haut
Et que l'enfant puisse un instant penser
Qu'il s'agit là d'un ange
Revenu lui apporter de l'amour
S'il était écrit que je dois mourir
Alors que ma mort apporte l'espoir
Que ma mort devienne une histoire



Traduit de l'anglais par Nada Yafi

Refaat ALAREER
Arrêt sur info
lun., 07 oct. 2024

<https://fr.sott.net/article/44030-Le-journal-inedit-du-poete-palestinien-Refaat-Alareer-sur-le-genocide>

Philippe Borrel, réalisateur : « Demain, qui gouvernera, humains ou algorithmes ? »

Son film « Un monde sans humains » était diffusé sur Arte en 2012, serait-il encore diffusé aujourd'hui ? Auteur-réalisateur, journaliste reporter d'images et documentariste, Philippe Borrel se présente comme un « passeur » pour éveiller les consciences en traitant des sujets d'actualité. Ce film a connu plusieurs suites comme « Un monde sans travail » et « L'urgence de ralentir », mais arrêtons-nous sur le sujet du transhumanisme, objet du film « Un monde sans humains ».

Comment vous êtes-vous intéressés au transhumanisme ?

Comme pour chaque film, c'est avant tout une histoire de rencontre(s). Celle d'abord de Fabienne Servan Schreiber et Estelle Mauriac, mes productrices de Cinétévé qui m'avaient déjà permis de réaliser « Un monde sans fous ? » (diffusé en 2010 sur France 5) consacré à la crise de la psychiatrie en France. Deuxième rencontre déterminante : celle de Noël Mamère (journaliste, ancien député écologiste jusqu'en 2017 et candidat des Verts à la Présidentielle de 2002, le seul ayant réussi à recueillir plus de 5% de suffrages). Noël souhaitait lui explorer les conséquences pour l'homme et la société, de la course au progrès technologique. Or depuis le début des années 2000, les perspectives transhumanistes étaient déjà devenues LA nouvelle frontière à dépasser, le « mantra » d'un nouveau capitalisme hightech de plus en plus financiarisé. L'une des motivations principales est simple : dans l'idéologie transhumaniste l'homme est mis au centre de l'univers, il doit être augmenté et amélioré, dans le but de devenir une sorte de Dieu... Le mouvement transhumaniste revendique ainsi de dépasser toutes formes de limites humaines – y compris la mort – en fusionnant toujours plus l'homme et la machine. Or les transhumanistes, encore méconnus en France au début des années 2010, avaient réussi à imposer ces nouveaux mythes à la sphère financière afin qu'elle investisse massivement dans toutes les nouvelles technologies numériques. Et pour que nous y adhérons, nous aussi, ils ont recouru à une sorte de storytelling, de l'ordre de la pensée magique ou de la promesse marketing : « Avec mon cerveau je vais déplacer un objet » ou « Je pourrai même transférer ma mémoire dans le silicium ! ». Mais derrière cette offre, cette promesse, quels étaient (sont) les véritables intérêts à l'œuvre ? Avec Noël Mamère, notre intuition était qu'il était urgent d'aller explorer derrière la façade, de rendre visible la logique implicite, afin d'alerter au sujet du nouveau monde en genèse, un monde qui se révèle être de plus en plus déshumanisé.

Vous faites un lien entre le film précédent « Un monde sans fous ? » et le suivant donc sur le transhumanisme...

Sans en avoir forcément conscience, nous vivons déjà dans une société qui se réserve le droit de trier parmi les humains... Et tout particulièrement parmi les malades mentaux – que nous sommes tous potentiellement à un moment de notre vie. Un tri entre les bons, c'est à dire ceux qui pourront au prix d'une béquille pharmaceutique ou médicale, se conformer à des univers professionnels de plus en plus contraignants, et les mauvais, qu'il s'agit d'éliminer socialement. Notre film « Un monde sans humains ? » (96mn, 2012, Cinétévé/Arte) s'inscrit dans la continuité de questions qui étaient déjà soulevées dans mon précédent documentaire « Un monde sans fous ? » (67mn, 2010, Cinétévé/Forum des images/France 5). Or nous ne réalisons pas à quel point les technologies numériques nous transforment et rendent dépendants d'elles, façonnant jusqu'à nos comportements, nos relations aux autres, notre pensée ou notre vision du monde. Alors que nous sommes – en fait – tous isolés dans des « bulles algorithmiques » contrôlées par des (nos) machines dont les codes source, les logiciels et au final la logique qu'elles mettent en oeuvre, sont dictés par des intérêts particuliers qui nous échappent et sur lesquels nous n'avons plus aucune prise, en tant que simple consommateurs.

Le mouvement transhumaniste revendique ainsi de dépasser toutes formes de limites humaines – y compris la mort – en fusionnant toujours plus l'homme et la machine.

Depuis une quinzaine d'années à peine, des outils high-tech comme les smartphones, entretiennent un rapport de plus en plus proche de nos corps – presque intime – et aujourd'hui, on constate qu'ils finissent par innover jusqu'à nos manières d'être, traçant au passage chacun de nos choix en temps réel. Ainsi, leur usage modifie progressivement notre subjectivité. Nous utilisons chaque jour un peu plus ces objets multiples dont le dénominateur commun est le numérique, c'est-à-dire une logique informatique qui induit en nous une illusion permanente d'immédiateté et de transparence. Notre perception sensible est remplacée

par le calcul et la vérité devient chiffrée, donc totalement mesurable. Ce qui ne l'est pas, tend à ne plus exister.

Savez-vous que des chercheurs en sociologie travaillent même à « l'acceptabilité » de ces technologies ? En d'autres termes, comment faire pour qu'on ait envie de ces technologies, qu'on en ait « besoin ». Cette acceptabilité pourrait être au service du bien commun, mais c'est souvent l'agenda des plus puissants qui passe en priorité ! Et ça fonctionne, car tout est devenu marché... même l'humain. Des techniques de management, comportementales et psychosociales, ont été mises en application, affinées au fil du temps, pour gouverner par les émotions, dont la peur, pour nous faire consommer compulsivement et, au passage, nous faire aussi perdre nos repères, notre capacité à nous projeter dans l'avenir, dans le collectif. On a ainsi réussi à individualiser toujours plus la société pour mieux la maintenir dans un état de sidération qui la rend aujourd'hui incapable de se projeter et de désirer autre chose, ou de proposer une vision commune. Mais ces outils, censés nous faire gagner du temps, nous rendre plus efficaces et nous libérer en facilitant la « communication » dans une société en flux permanents, ont surtout généré un malaise. Celui-ci se manifeste par un sentiment généralisé de perte de valeurs et de repères, par une épidémie d'addiction et de dépressions. Des sociologues, des philosophes et quelques scientifiques ont pourtant lancé l'alerte : ils ont établi un lien direct entre la course au progrès technologique, une logique de performance généralisée et la déshumanisation progressive de notre société.

Cette emprise du numérique n'est pas anecdotique, parce qu'elle est nouée à une réelle volonté politique. Au début du XXI^e siècle un impératif d'innovation a en effet vu jour et on s'aperçoit que cette logique est désormais à l'œuvre, globalement. Plusieurs programmes ambitieux qui assument leur proximité avec les ambitions transhumanistes ont ainsi été lancés au niveau mondial et tournent tous autour de la même idée de faire converger plusieurs technologies, en décloisonnant des disciplines scientifiques. Ils définissent une nouvelle frontière à dépasser pour contribuer – à tout prix – à un rebond de la croissance économique, avec à la clé – nous promet-on – les futurs emplois du monde post-industriel, qui donneraient ainsi naissance à une nouvelle « société du savoir ». Mais ce que nous voyons arriver en fait, c'est la promesse d'un gouvernement par les algorithmes à la recherche de l'optimisation. Ne dit-on pas qu'il faut « optimiser » les dépenses publiques, les dépenses de santé, les dépenses dans l'éducation ? Ce serait désormais cela le « progrès » de notre société : l'optimisation de tout, à chaque instant. Au-delà des intérêts propres au marché, il s'agit d'un mouvement où depuis déjà trois décennies chacun est amené à intérioriser ces nouveaux objectifs. Pierre Dardot, philosophe coauteur avec Christian Laval de « La nouvelle raison du monde : Essai sur la société néolibérale », parle, lui, de la fabrication d'une nouvelle forme de subjectivité. Chacun devrait ainsi progressivement intégrer le programme néo-libéral à son mode de fonctionnement, pour auto-gérer son capital santé, son capital physique, son capital intellectuel, devenant auto-entrepreneur de lui-même, mis en compétition avec les autres dans une société de plus en plus atomisée, les individus n'étant désormais plus liés, mais seulement reliés en réseaux.

Simultanément, une véritable culture du résultat s'est imposée à travers la nouvelle mode des technologies et de leurs applications commerciales immédiates, au détriment de la recherche fondamentale étatique qui dominait encore au siècle dernier. Le changement de paradigme est radical, puisque l'esprit de compétition et la vision à court terme des intérêts privés ont pris le dessus sur l'intérêt général d'une science qui était soit disant autrefois désintéressée. Un mythe chasse l'autre et à la grande histoire d'un progrès scientifique au service de l'humanité on préfère désormais celle d'une humanité qui aurait tout à gagner de se transformer – individuellement – grâce aux technologies, en acceptant une emprise toujours plus poussée des machines pour tenter de rester compétitif dans une économie de plus en plus mise sous tension. Ainsi le transhumanisme promeut, en l'encourageant le dépassement de soi, seul contre tous. Mais qui sont ou seront les réels gagnants au final ?

L'un des prophètes les plus connus du transhumanisme, devenu nouvelle foi scientifique, est l'Américain Ray Kurzweil, que l'on découvre dans « Un monde sans humains ? ». Ce self-made-man inventeur tout terrain, qui dès les années 80 aurait prédit la révolution mondiale d'Internet, a largement contribué à populariser la notion de « Singularité », un point hypothétique situé dans le futur, aux alentours de 2029. Il s'agirait du moment où les machines bénéficieront d'une telle puissance qu'une autre forme d'intelligence, artificielle et autonome, pourra émerger, dépassant l'intelligence humaine. Nous n'aurions alors, selon Kurzweil, aucun autre choix que de fusionner avec les machines pour devenir des « posthumains », faisant ainsi naître une nouvelle civilisation, dans laquelle l'homme serait devenu définitivement obsolète. Or il semble que nous y sommes presque déjà.



AFP

Votre film « Un monde sans humains ? » a été diffusé en 2012 sur Arte, depuis sa diffusion le monde qui se prépare est-il comme annoncé dans le film ?

Ce n'est plus un monde qui « se prépare », mais c'est déjà le monde dans lequel nous évoluons en fait chaque jour. Nous sommes exactement comme la grenouille de la fable, qui meurt sans même s'être aperçue que l'eau dans laquelle elle baigne, était en train de chauffer et sur le point de bouillir !

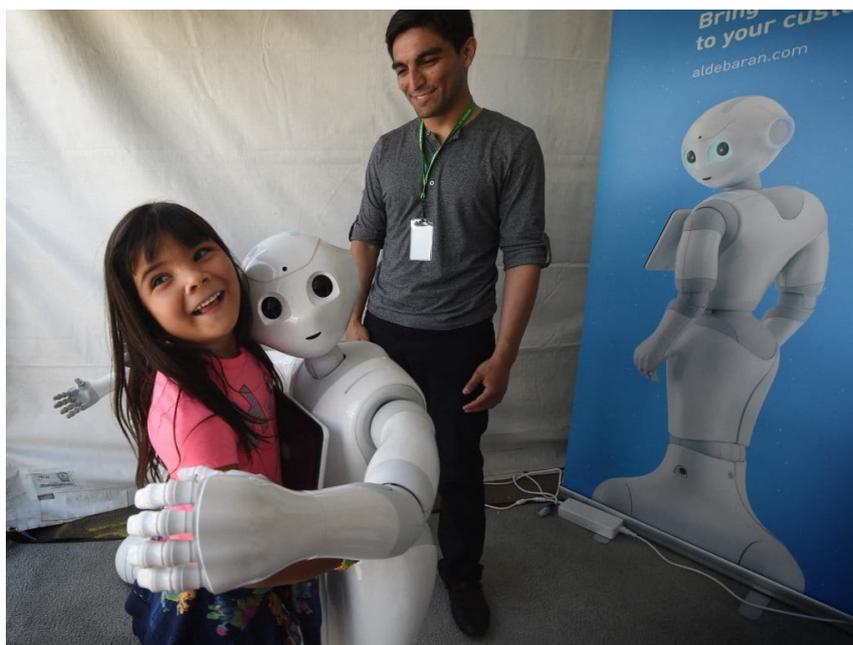
On nous a vendu un néolibéralisme qui devait nous rendre plus heureux, plus efficaces, nous apporter du bien-être, nous permettre de vivre plus longtemps et, pourquoi pas, de devenir un jour immortels. Les lobbies des industries informatiques, pharmaceutiques, militaires et sécuritaires soutiennent la convergence technologique parce qu'elles en tirent leurs profits, contribuent à cette fuite en avant. La réponse aux problèmes créés par l'usage de la technologie dans nos sociétés devient systématiquement une nouvelle technologie. Jamais il n'est en effet question de chercher à réfléchir et à remettre en cause le fonctionnement du modèle économique dominant qui encourage pourtant cette course au progrès. Or celle-ci se révèle délétère sur une planète aux ressources limitées, avec son écosystème désormais menacé de devenir invivable. Mais nous laisse-t-on le choix ? Longtemps confinée aux domaines de la science, de l'industrie et du divertissement, la technologie envahit ainsi des territoires considérés jusque-là comme essentiellement humains : les relations intimes, la psychologie, l'art, l'éducation et même... la politique. La conquête se fait sur plusieurs fronts simultanément : la sécurité, l'économie, le droit, l'environnement, la santé, mais aussi sur le plan électoral, et tout cela à grand renfort de big data. Cette évolution, qui soulève pourtant de nombreuses questions éthiques, ne semble pas inquiéter les citoyens de nos démocraties, souvent lassés par des décennies de crises à répétition. Dans un sondage réalisé en mars 2019 par l'Université IE de Madrid, on apprend ainsi que « 25% des Européens seraient prêts à laisser des algorithmes gouverner plutôt que des hommes politiques pour prendre les bonnes décisions (...) Un chiffre qui monte à 30% en Allemagne, en Italie, en Irlande, au Royaume-Uni et même à 43% aux Pays-Bas ».

Du coup, qui décide aujourd'hui de ce qui relève de questions politiques et éthiques liées à la robotisation, aux techno-sciences ou au posthumanisme ? On nous promet de nous « libérer » de tâches ingrates pour nous donner plus de temps – libre ou productif – grâce à une nouvelle vague d'automatisation de véhicules (voitures, taxis et même camions) autonomes comme le sont déjà prétendument robots et autres IA (Intelligences Artificielles) qui ne s'attaquent plus seulement au travail des cols bleus, mais au socle même de notre société contemporaine : les cols blancs. Mais qu'a-t-on fait depuis des décennies ? On nous a sans cesse répété : « Il faut suivre le protocole », ce qui revient à dire : « Il ne faut surtout plus penser pour être efficace ». Or, si on suit systématiquement des protocoles imaginés par d'autres que nous, on finit par devenir tous facilement remplaçables par des machines. Nous vivons donc déjà dans un monde où les techno-sciences dominent en ambitionnant d'« améliorer l'homme », pendant que les choix politiques deviennent une affaire de lobbies et d'experts. Et cela préfigure peut-être un monde encore plus déshumanisé – un monde sans humains (?) – si aucune forme de résistance ne parvient à enrayer cette course systématique d'un progrès qui a été mis au service exclusif des intérêts des élites, c'est à dire à peine moins de 0,01% de la population mondiale.

Voit-on apparaître des contre-pouvoirs à cette idéologie ?

Aujourd'hui, s'il vous prend de contester les recherches menées dans la Silicon Valley, on vous ringardise. Si vous affirmez que vous êtes opposés aux robots, aux IA, à la numérisation systématique du monde, alors vous êtes rétrograde, contre le progrès. C'est tout juste si on ne vous dit pas que vous voulez revenir à l'âge de pierre. La discussion paraît impossible, le débat est complètement biaisé. L'imaginaire est la façon dont on est capable de comprendre ce qui se passe et de se projeter dans l'avenir. C'est le rôle des artistes, des penseurs, des activistes ou même des documentaristes que d'entrer en résistance. La possibilité d'émancipation passe en effet par la rébellion et par des deuils : « Non, nous ne sommes pas immortels, puissants, performants. Oui, nous sommes des êtres faillibles ». Le reste n'est qu'illusion. Or ce qui est promu aujourd'hui, c'est l'efficacité d'un gouvernement par les algorithmes. Ne dit-on pas qu'il faut « optimiser » les dépenses publiques, les dépenses de santé ? S'il est très difficile de résister à cette tendance ce n'est pas encore impossible non plus ! La résistance de groupes humains qui travaillent ensemble, militent pour réagir à ce qui se met en place ne joue donc que dans les marges, pour l'instant. Mais elle s'active déjà tout autour de la planète. En Europe, en Amérique Latine, aux États-Unis ou en Inde, des initiatives proposent de repenser le vivre ensemble. Une multitude d'expériences locales sont en train d'émerger dans les champs de la finance, de la production, de l'agriculture, de l'énergie, et celles-ci essaient hors du champ médiatique, que ce soit dans les mégapoles ou les campagnes, dans les pays du Nord ou du Sud. Un des enjeux majeurs de cette quête d'autonomie est d'ailleurs la ré-appropriation des savoirs (être ou vivre) à travers l'éducation. « Il y a dans la société des façons collectives de s'accorder et de créer des règles de coopération qui ne sont pas réductibles au marché et au commandement étatique » écrivent le philosophe Pierre Dardot et le sociologue Christian Laval dans leur livre « Communs, essai sur la révolution au XXI^e siècle ». De plus en plus de gens réalisent que les gouvernements et les marchés ne peuvent pas, et ne veulent pas, résoudre leurs problèmes, et que les réponses pour faire face aux urgences écologiques, sociales et économiques sont donc à (ré)inventer sur le terrain, en prenant garde de s'adapter à chaque problématique locale.

La notion de « communs » propose donc une troisième voie. Il s'agit d'agir et de coopérer avec nos pairs, de manière auto-organisée, pour satisfaire nos besoins essentiels en mettant fin à l'esprit délétère de l'illimité. Toutes celles et ceux que j'ai rencontrés pendant l'année qu'a duré le tournage de mon film « L'urgence de ralentir » (le contrechamp positif de « Un monde sans humains ? ») partagent un même sens de cet auto-gouvernement, d'une collaboration autour de ressources locales et de pratiques initiées collectivement. C'est cette praxis instituante mise en place sur le mode du « Bottom up » comme disent les anglo-saxons – c'est-à-dire depuis la base de la société sans plus attendre les élites – qui devient la pierre angulaire de ces alternatives, et peut-être un espoir pour l'avenir.



AFP

Pour résumer au final, je cite le romancier d'anticipation Alain Damasio qui a participé à plusieurs débats après des projections publiques de « Un monde sans humains ? » en France et en Suisse : « Ce que révèle ce documentaire est essentiel : nous arrivons à un seuil de dépossession de nos vies par anthropotechnie,

c'est à dire ces technologies visant à modifier l'être humain en intervenant sur son corps, et ceci sans but médical. Nous voyons se profiler à l'horizon l'hybridation homme/machine, nous sommes désormais entourés d'un cocon technologique multicouches, prisonniers de ce cocon. Alors il faut alors trouver du sens. Au Moyen Âge, on redoutait la nature et les forêts opaques. On créait des mythes pour expliquer la nature et ses mystères. Nous en sommes arrivés au même point. Nous sommes tellement dépossédés par la technologie qu'il nous faut créer des mythes pour nous ré-approprier ce monde qui nous échappe. Nous avons une responsabilité capitale. Nous pouvons scénariser le futur ! Soit sous forme d'une utopie, soit d'une dystopie – ou contre-utopie. Pour moi, il y a donc un « combat des imaginaires » à mener. Les transhumanistes ont lancé ce combat imaginaire. Il nous reste à nous positionner dans ce combat. Il faut habiter notre humanité, l'incarner et vivre avec toute la puissance de notre humanité au lieu de rechercher la toute-puissance. Alors, on se rendra compte de la vanité de tous ces développements transhumanistes. »

Les films suivants diffusés en 2014, 2016 et 2018 sont-ils une forme de suite et qui se voudraient le pendant positif du film « Un monde sans humains ? » ?

« L'urgence de ralentir » (84mn, 2014, CinéTévé/Arte) lui aussi co-écrit avec Noël Mamère, est l'unique contrechamp – positif – de « Un monde sans humains ? ». Pour réaliser ensuite « Un monde sans travail ? » (75mn, 2017, CinéTévé/France 5) au sujet de la fin annoncée du « travail », j'ai mené l'enquête en France, en Belgique, en Suisse, dans la Silicon Valley et sur la côte Est des États-Unis, à la rencontre de chercheurs, d'entrepreneurs ou de lanceurs d'alerte au coeur de ce monde en pleine disruption technologique et sociale.

Le plein-emploi apparaît en effet comme la promesse d'un passé définitivement révolu. Avec la multiplication des dispositifs algorithmiques, les cols blancs sont la prochaine cible de l'automatisation, le capital préférant désormais investir dans les machines « intelligentes », plus fiables et moins coûteuses que les humains. Et les inégalités se creusent. Mais pour certains, cela n'est pas une fatalité. À la marge, du côté de la société civile, les idées se multiplient pour tenter de faire face à cette fin annoncée du plein emploi : proposition de créer un revenu minimum d'existence universel et relance d'un combat politique afin de pousser les États à garantir une nouvelle répartition de la création de richesses dans une société qui sera de plus en plus automatisée et inégalitaire. À force de fixer l'emploi comme une finalité, nous avons oublié que le travail n'est qu'un moyen. À choisir, ne vaut-il pas mieux une société qui produit de la valeur, même sans générer de l'emploi, que l'inverse ? Reste encore à nous déconditionner. Ce film cherche donc lui aussi à alerter sur ces questions qui nous concernent toutes et tous.

J'envisage en effet mon rôle d'auteur-réalisateur comme celui d'un « passeur », c'est-à-dire celui qui œuvre pour permettre aux spectateurs de décaler leur regard en changeant de point de vue sur un sujet ou sur le monde. Mon dernier documentaire en date s'intitule « La bataille du Libre » (87mn, 2019, Temps noir/Arte). Il s'inscrit dans la continuité des cinq films précédents puisqu'il est construit sur le même principe – en champ /contrechamp – monté comme un gigantesque puzzle filmé aux quatre coins du monde. Dans celui-ci, je m'interroge sur le code qui fait fonctionner nos machines, au sujet des logiciels « libres » tout particulièrement. Ce film propose un état des lieux de deux logiques qui s'affrontent au cœur de la technologie : les principes émancipateurs du logiciel libre qui s'attaquent à ceux, exclusifs et « privateurs », du droit de la propriété intellectuelle. De nombreux défis qui semblent encore impossibles à atteindre – climatiques, énergétiques ou sociaux – pourraient en effet être relevés demain par l'humanité toute entière au-delà des frontières, grâce aux modèles expérimentés par les activistes du « Libre ». Et pas seulement dans l'informatique. Il semblait parfaitement impossible il y a 20 ans que des acteurs non-industriels ou non-étatiques puissent parvenir à produire collectivement un système d'exploitation informatique tel que Linux ou une encyclopédie comme Wikipedia. Logiciels libres, semences libres, médicaments libres, connaissances libres : des objets, des appareils, des machines, des concepts, reproductibles et modifiables, sont désormais à partager à l'infini entre tous ceux qui le souhaitent grâce à la libre diffusion en « Open source » de leurs plans. Les principes juridiques fondateurs du logiciel libre servent donc aujourd'hui d'exemple : celui d'un combat gagné contre le modèle dominant de propriété intellectuelle.

Depuis, les pratiques collectives et contributives du « Libre » essaient dans bien d'autres domaines. Elles ont pour principal attrait de dessiner une alternative aux logiques de marchandisation et de contrôle, qu'il s'agisse de technologie, d'écologie, de défense des services publics. En mettant l'accent sur la liberté, la coopération et le partage, elles redonnent, par la même occasion, de l'autonomie et du pouvoir aux utilisateurs. Elles peuvent ainsi contribuer à faire émerger un monde libéré du capitalisme radicalisé. Et si le véritable enjeu du « Libre » était de mettre la technologie au service du Commun, plutôt qu'au seul bénéfice d'une minorité dont les intérêts particuliers nous mènent à toujours plus d'uniformisation de nos modes de vie et à la catastrophe climatique ? Depuis 2019, ce dernier film a été projeté plus de 400 fois en public

dans 13 pays puisqu'il a aussi été adapté en version anglaise intitulée « Hacking for the Commons ». Ces deux versions restent d'ailleurs visibles en VOD sur Vimeo.

La science fiction relève le plus souvent de la dystopie technologique, selon vous est-ce une manière de nous habituer à ce futur où l'autonomie humaine est réduite ou plutôt de nous avertir pour l'éviter ?

Les deux bien-évidemment ! On trouvera aussi bien des auteurs technophiles ou transhumanistes, alors que d'autres seront plutôt technocritiques ou même néoluddites... puisque tout est affaire de point de vue, de propos et d'angle : d'où parle l'auteur et avec quelle motivation. Après, selon l'époque et le contexte, un courant sera peut-être plus mainstream et donc plus facilement accessible ou audible que l'autre, parce que la critique nuit à l'imaginaire dominant.

Que penser des élections US du point de vue des investissements technologiques et de l'idéologie transhumaniste ?

L'imaginaire transhumaniste recoupe la vision du mouvement politique « libertarien » qui ambitionne lui de réduire l'action étatique à son strict minimum, en mettant fin à toute logique re-distributive ou d'entraide (sécurité sociale, retraite, congés payés, etc) afin d'abolir un jour toutes entraves à la libre concurrence sur le marché. Le nouveau président argentin depuis décembre 2023, Javier Milei, avec sa tronçonneuse pendant toute sa campagne électorale, incarne parfaitement cette volonté libertarienne de réintroduire la loi de la jungle, la loi du plus fort. Une autre des figures les plus médiatiques du libertarianisme est Elon Musk, propriétaire de X (anciennement Twitter), de Tesla et de Space X. C'est aussi un acteur majeur du secteur de l'intelligence artificielle et surtout l'un des plus fervents promoteurs de la conquête spatiale privée : il souhaite non seulement conquérir la planète Mars pour la « terra-former » mais même y mourir aussi... Bref, son imaginaire est à la croisée parfaite de celui des libertariens et des transhumanistes. Or Elon Musk vient d'apporter son soutien officiel à la candidature de Donald Trump, en y contribuant non seulement financièrement mais aussi grâce à X, le réseau social qu'il a racheté en 2022, devenu depuis un amplificateur mondial de fake news. Mais Elon Musk est loin d'être le seul milliardaire pro-Trump. Dans la Silicon Valley Peter Thiel, qui avait co-fondé Pay Pal avec Musk, est lui une figure plus discrète mais aussi très active du mouvement libertarien, et un supporter de Trump. Le capitalisme en crise a toujours dérivé vers une forme de fascisme : libéral avec les forts, les plus fortunés, mais autoritaire avec les faibles, les plus pauvres. L'histoire se répète. Que ce soit aux États-unis ou ailleurs, la bataille du Commun a donc déjà commencé !

Est-ce un sujet typiquement nord américain ou également européen ?

C'est global malheureusement. Partout où le « progrès », la technologie et le capitalisme se sont se sont infiltrés en répandant leur logique , on retrouvera des gens concernés par ces même enjeux... Que ce soit dans les pays du Nord ou du Sud.

Robin DELOBEL
21 septembre 2024

Source: investig'action.net



« Sauvages » de Claude Barras : « Voir des gens qui résistent encourage à lutter »

Forêt détruite, orangs-outans morts... Dans « Sauvages », Claude Barras alerte sur les ravages causés par la culture d'huile de palme à Bornéo, en Indonésie. Ce film d'animation somptueux, peuplé de marionnettes, donne envie de lutter.

Le chant des calaos et autres oiseaux résonne au milieu des arbres millénaires. À plusieurs dizaines de mètres de haut, un orang-outan saute de liane en liane à la recherche de fruits. Au loin, le vrombissement d'une cascade retentit. Dans son nouveau film, *Sauvages*, Claude Barras nous plonge dans la forêt tropicale de Bornéo en Indonésie. Ou du moins ce qu'il en reste. À cause de la culture des palmiers à huile et de l'exploitation du bois, elle disparaît sous les tronçonneuses, laissant la place à des monocultures.

C'est ce que va découvrir Keria, une pré-adolescente de Bornéo qui recueille un bébé orang-outan trouvé dans la plantation de palmiers à huile dans laquelle travaille son père. Au même moment, son jeune cousin Selai se réfugie chez eux pour échapper au conflit qui oppose sa famille vivant dans la forêt à des compagnies forestières.

Huit ans après *Ma vie de courgette*, film d'animation qui a réuni plus d'un million de spectateurs, Claude Barras revient avec ses marionnettes aux yeux écarquillés dans *Sauvages*. En salles mercredi 16 octobre, ce conte écologique invite petits et grands à rejoindre la lutte.

Reporterre — « Sauvages » raconte des faits réels : la lutte du peuple Penan en Indonésie contre la déforestation. Pourquoi avoir choisi de raconter leur histoire ?

Claude Barras — Je connaissais l'histoire des Penans depuis que j'étais adolescent grâce à Bruno Manser. Cet activiste suisse a consacré sa vie à la défense de ce peuple et de la forêt de Bornéo à partir des années 1980. Il a vécu plusieurs années avec eux et a disparu dans des conditions très obscures en Malaisie en 2000. En 2016, je suis tombé sur un rapport du WWF qui alertait sur la chute du nombre d'orang-outans en Indonésie. Entre 1999 et 2015, plus de 100 000 orangs-outans de Bornéo ont disparu [\[1\]](#), en grande partie à cause de la destruction de leur habitat pour la culture de l'huile de palme. J'ai alors repensé aux Penans et cela m'a bouleversé. Deux ans plus tard, je suis allé dans la forêt de Bornéo pour les rencontrer.



« Les marionnettes permettent de faire du cinéma de manière totale, elles deviennent presque vivantes grâce au travail collectif. » © Claude Dussez

Qu'avez-vous vu là-bas ?

Pour atteindre leurs villages, il faut faire quatre heures de voiture au milieu des plantations de palmiers. La forêt est éventrée par des routes, le paysage est désolant au milieu des bulldozers. On estime aujourd'hui le nombre de Penans entre 6 000 et 10 000 personnes. La moitié habite en ville et ne parle plus la langue. L'autre moitié réside dans des villages construits par les compagnies forestières. Quelques centaines sont encore nomades et résistent dans la forêt. Dans la même famille, il y a des personnes qui travaillent pour les compagnies forestières et d'autres qui tiennent des barrages, des barricades.

J'ai pu assister à la réunion annuelle des chefs de famille et vivre pendant dix jours avec des personnes qui habitent encore dans la forêt de manière traditionnelle. Là-bas, j'ai consulté la communauté pour l'écriture du scénario et ils ont confectionné des petits accessoires pour les marionnettes.

Dans le film, les hommes des compagnies pétrolières expliquent aux Penans qu'ils vont les sortir de la misère en les employant comme ouvriers dans les plantations. C'est d'un cynisme...

Et pourtant, c'est vrai : sur place, on entend ce genre de discours. Les Penans sont vus comme des sauvages. S'ils arrêtent de lutter, on leur promet de les civiliser, c'est-à-dire de leur fournir une maison dans des villages construits par les compagnies forestières ainsi que des passeports. Les enfants sont scolarisés et les adultes sont employés dans les plantations. Ceux qui résistent en forêt ont intégré la modernité mais tous ne veulent pas vivre comme nous. Ils utilisent, par exemple, les réseaux sociaux pour dénoncer les coupes illégales d'arbres avec leur *smartphone*, certains ont des drones pour vérifier l'état de la forêt.

Dans une scène, Keria et son cousin Selaï se disputent sur la manière de lutter contre les entreprises forestières. La première en appelle à la violence tandis que l'autre refuse. Et vous, qu'en pensez-vous ?

Je pense que la violence n'est pas la solution et qu'il y a d'autres façons de lutter. Ça peut être tout simplement arrêter d'acheter des produits issus de la culture de l'huile de palme ou bien dénoncer ce carnage. Toutefois, je comprends que des gens perdent patience et recourent à la violence. Dans le film, je laisse le spectateur se faire son opinion. Finalement, quelle que soit la manière, voir des gens qui résistent encourage à lutter à son tour.



« Je préfère travailler de façon artisanale plutôt que devant un écran. » © Claude Dussez

C'est pourquoi la sortie du film est accompagnée d'une campagne d'impact qui invite chacun à agir concrètement pour la forêt de Bornéo. Organisée avec Greenpeace, le fonds Bruno Manser, l'association Kalaweit et Foodwatch, le public peut signer une pétition contre la déforestation, faire un don pour agrandir les réserves protégées des populations locales, mettre à l'abri les espèces menacées à Bornéo ou interpeller les grandes entreprises agro-alimentaires productrices d'huile de palme.

Vous avez réalisé votre film en stop motion, une technique qui demande une très grande patience. Pour quelles raisons ?

Oui, cela nécessite du temps, chaque scène est photographiée image par image. Il a fallu un an et une équipe de trente personnes pour fabriquer les cent marionnettes près de Genève et, en parallèle, les décors en Bretagne. Ensuite, le tournage a duré huit mois, on tournait dans seize petits studios en même temps. Chaque jour, on fabriquait en moyenne 40 secondes de film qui fait en tout 1 h 20.

Si j'utilise parfois le numérique, par exemple pour les effets spéciaux, je préfère travailler de façon artisanale plutôt que devant un écran, l'ordinateur ne m'intéresse pas. Surtout, je trouve que les marionnettes permettent de faire du cinéma de manière totale, elles deviennent presque vivantes grâce au travail collectif. Ça se ressent à l'écran. Avec le numérique, on n'aboutirait pas à ce résultat. Pour moi, l'artisanat est une forme de résistance à la virtualité.



Sauvages, un film d'animation de Claude Barras, par Catherine Paillé, Claude Barras, 1 h 27. À partir de 6 ans.

Notes

[1] Selon le journal scientifique *Current Biology*.

Jeanne CASSARD
16 octobre 2024 (Reporterre)

Corps prolétaire

Ne rien méconnaître de la réalité sociale que décrit un film implique-t-il qu'il faille s'en détourner ? Sauf à ignorer le rôle politique de la mise en chair du savoir, non. Comme le suggère le visionnage de « L'Histoire de Souleymane ».

En première approche, le titre se lit comme un pléonasme. Si « histoire » est synonyme de « vie », *Souleymane*

aurait suffi. Sauf qu'en l'occurrence *L'Histoire de Souleymane* n'est pas la vie de Souleymane, livreur guinéen que cette fiction suit sur deux jours, mais l'histoire qu'il invente pour un entretien avec une fonctionnaire de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). Annoncé en préambule, ce face-à-face de plomb offre au film son climax. Nerveux, noué, poignant, Souleymane récite son parcours : arrêté dans une manifestation puis emprisonné en tant que cadre d'un parti d'opposition, il a dû fuir la Guinée-Conakry pour sauver sa peau. La jeune femme qui l'écoute et transcrit ne le croit pas. Ce récit jalonné de dates anormalement précises sonne faux. Un récit-type, comme il y a des lettres-types.

Perversité du monde social qui réprovoque les filouteries auxquelles il vous accule. Perversité du recruteur qui en entretien d'embauche reproche au postulant ses réponses hypocrites et formatées. Perversité d'une garde à vue qui pousse à des aveux qui causeront votre perte. Perversité d'un directeur de casting qui vous enjoint d'être naturel. Si Souleymane dit la vérité pendant son entretien, cette sorte de casting, son dossier sera refusé et il devra quitter la France. Il n'obtiendra l'asile qu'au prix du mensonge, lui qui a promis à sa mère de ne jamais mentir. Le monde social est faux, le marché du travail est un marché de dupes.

Contre cette fausseté structurelle, le réalisateur Boris Lojkine fait in extremis le pari de la vérité. À l'invitation de son interlocutrice exaspérée, le sans-papiers délaisse l'histoire pipeau pour l'histoire vraie : sa mère tombée malade à la suite du départ du père, ou délaissée parce que malade, la nécessité de gagner davantage pour la soigner, la décision de traverser le Mali vers la Libye, où la violence subie le pousse vers la France via l'Italie.

La stratégie de la vérité sera-t-elle payante ? Le scénario ne livre pas le verdict administratif, reportant le poids de la décision sur le spectateur. Le pari sur la vérité est un pari sur la commune décence morale de l'audience. Qui resterait de marbre devant la chaîne de tuiles qui a jeté « Souleymane-de-Paris » dans l'enfer du travail à la tâche à quatre mille kilomètres de chez lui ? Qui, même mentalement, oserait décréter le renvoi au pays d'un individu sur lequel pèse déjà un emboîtement infini de pressions, qu'elles viennent de la plate-forme de livraison de repas qui le saigne, du roué Camerounais qui lui sous-loue son compte, de l'ombrageux mentor qui lui fournit et facture des faux papiers ?

Comptons tout de même sur un « spectateur de droite » pour retomber sur ses pattes. Celui-là trouvera bien le moyen de voir dans le mensonge de Souleymane non la pieuse manœuvre d'un homme acculé, mais l'illustration criante de l'exploitation abusive du statut de réfugié politique. Il pourra aussi brandir le principe de réalité : tout cela est bien triste, ce jeune Africain est absolument sympathique, et on souhaite un prompt rétablissement à sa maman, mais, voyez-vous, *pas toute la misère du monde*.

Sachant que la probabilité qu'existe un spectateur de droite de *L'Histoire de Souleymane* approche zéro. On connaît le profil du public agrégé par un film de cette catégorie : braves gens venus là sur la prescription d'un média de gauche, sur le conseil d'une copine intermittente du spectacle, sur la base d'une conversation en salle des profs ou salle de soins, et tout disposés à compatir au sort d'un travailleur nomade. Vase clos du film social : il ne touche que des déjà-touchés, ne prêche que des convertis.

Quel intérêt, alors ? Que peut donc apporter *L'Histoire de Souleymane* aux acquis à la cause ? Du corps. Pas seulement celui d'Abou Sangare, acteur amateur qui *incarne* ici un personnage très proche de lui. Aussi le corps de ce pan emblématique du marché numérisé. Le public prévisible du film, plutôt informé, connaît à peu près la situation des livreurs de plate-forme, mais, par la grâce d'une fiction en lisière du documentaire, son savoir se fait chair. Ce qu'il a lu quelque part ou aperçu dans un reportage, le déjà-convaincu est ici convié à l'éprouver. Le fait de l'esclavage moderne devient un fait sensible. On savait les risques pris pour accumuler les courses dérisoirement rémunérées, mais ainsi collé aux basques de Souleymane hors d'haleine, comme jadis la caméra subjective des Dardenne à celles de leur héroïne Rosetta, on les vit, on tremble d'un énième feu rouge grillé, on tord le cou pour éviter un camion. On fatigue.

Le tourbillon de la première heure donne surtout une mesure exacte de ce phénomène connu mais par trop abstrait : les marchands volent aux prolétaires leur force de travail, mais d'abord leur temps. Le temps nocturne voué à se recharger. Le temps diurne strictement minuté, balisé, tracé, jusqu'à l'horaire impérieux du bus de ramassage social. Littéralement : Souleymane n'a pas une minute à lui. Rivé à cet homme suspendu aux diktats de son téléphone, le bien nommé *Histoire de Souleymane* n'augmente pas notre savoir, à

quelques détails près, mais notre sensibilité. Et une riieuse ironie nous souffle que nous n'avons pas perdu notre temps.

François BÉGAUDEAU (Monde diplomatique, décembre 2024)
Écrivain, auteur de *Comme une mule*, Stock, Paris, 2024.

Larzac : les utopies concrètes



Découvrez notre chronique de « Larzac », pièce de et avec Philippe Durand, par la compagnie Treize-Trente-Six, en tournée dans toute la France.

Un homme, une table, une chaise. Il ne faut rien de plus au comédien Philippe Durand pour nous servir toute l'aventure paysanne du Larzac sur un plateau. Après avoir raconté dans *1336 (Parole de Fralibs)*, la naissance d'une coopérative ouvrière, cet orfèvre du théâtre documentaire partage à nouveau sur scène son goût des utopies concrètes.

Au cœur de la pièce : les paroles mêlées de paysans et de paysannes recueillies sur le causse du Larzac (Aveyron). Anciens, arrivés pendant la lutte contre l'extension du camp militaire (1971-1981), ou nouveaux installés, tous et toutes ont en commun d'être membres de la Société civile des terres du Larzac (SCTL). En porte-parole humble et passionné, le comédien restitue leurs propos, mais aussi leur bagout, leur humour, leur gestuelle. Entrelacées, leurs voix plongent le spectateur au cœur du fonctionnement d'un outil d'autogestion collective du foncier, unique en France.

Ici, sur 6 000 hectares, la terre n'a pas de propriétaires : les paysans désireux de travailler sur le plateau se voient confier une ferme (via un « bail de carrière ») qu'ils doivent abandonner lorsque vient l'âge de la retraite. Des auditions ont lieu pour l'attribution des fermes vacantes : « *C'est comme à la Star'Ac* », note avec humour l'un des personnages joué par Philippe Durand. À rebours de la tendance dominante à l'agrandissement des exploitations, au suréquipement, au surendettement, c'est ici la « légèreté » qui domine, commente un autre.

Mais la succession des voix fait aussi entendre les tensions qui travaillent le fragile édifice humain qu'est la Société civile des terres du Larzac. Car un enjeu traverse tout le spectacle : celui de la transmission. Celle des terres, bien sûr, dont les parcelles sont peu à peu confiées à une nouvelle génération. Et avec elles, celle de la SCTL, précieuse expérience d'autogestion grandeur nature, qui fait depuis trente ans la preuve qu'un autre monde agricole est possible.

Larzac ! De et avec Philippe Durand - Cie Treize-Trente-Six

Elsa GAUTIER, publié le 18 septembre 2024 (Socialter)
Elsa Gautier est rédactrice en chef du magazine Socialter.

Une exception culturelle qui a bon dos

Le livre-marchandise, un danger écologique

Une offre pléthorique inonde le marché du livre. En 2022, les principaux éditeurs français ont publié plus de 111 000 titres et imprimé 536 millions d'exemplaires. Les lecteurs ne suivent pas : 448 millions de livres ont été vendus et 25 000 tonnes sont parties au pilon. Au-delà du gâchis, l'opacité de la filière interroge, comme ses pratiques environnementales, trop souvent négligées au nom du soutien à la création.

Durant les six premiers mois de 2024, des libraires belges et français ont mené une grève singulière. L'association Pour l'écologie du livre proposait une « trêve des nouveautés » en refusant certains titres sur des critères volontairement nébuleux ou surprenants : les parutions d'un mois sur deux, le catalogue d'une seule maison d'édition, un seul titre par structure, ou encore en refusant les couvertures bleues, les auteurs d'un certain renom, etc. « À système absurde, réponse absurde », explique en souriant Mme Anaïs Massola, présidente de l'association. « Notre proposition a fait sens, non pas parce qu'elle était radicale, mais parce qu'elle était moins absurde que le quotidien des libraires depuis des années. »

Nombre de personnes travaillant dans la filière ressentent ce malaise, tant d'un point de vue social qu'environnemental. Car les deux sont liés. « À la naissance de l'association, en juin 2019, il y avait une sidération générale. Mon métier de libraire, qu'on dit être passeur de textes, a-t-il encore du sens quand 90 % de mon travail consiste à déballer et à remballer des cartons ? Être auteur, éditeur, à quoi cela sert-il quand la plupart des nouveautés ne restent qu'environ trois semaines en librairie ? », note Mme Massola, qui dirige la librairie Le Rideau rouge, à Paris. « Une critique de la chaîne du livre, d'un point de vue écologique, conduit à se rendre compte qu'il s'agit d'un problème systémique, qu'il y a des logiques capitalistes, financières et industrielles derrière. Nous réfléchissons à partir de trois piliers : l'écologie sociale, symbolique et matérielle. La manière dont on décide de fabriquer un livre a des implications sociales, par exemple avec la délocalisation des imprimeries. »

« Ensuite, le livre est un véhicule d'idées, poursuit Mme Massola. Or il y a un paradoxe entre le nombre de choses produites et la réelle diversité des idées produites. On assiste à une logique d'auteurs à succès qui fabrique de la monoculture et nuit à la "bibliodiversité". Enfin se pose la question des ressources, du papier, des encres, de la colle, du lieu d'impression, du transport, etc. » L'association propose de « penser le monde du livre comme un écosystème, pour créer des interdépendances qui soient soutenables ». L'écologie du livre fait de plus en plus parler d'elle. En 2024, le Syndicat de la librairie française (SLF) a fait de l'« écologie du métier de libraire » le thème de ses rencontres nationales à Strasbourg.

Plusieurs acteurs alertent sur la surproduction globale. Le problème est ancien mais s'accroît. En 2021, le secteur du dépôt légal de la Bibliothèque nationale de France (BNF) a reçu 88 000 nouveaux livres imprimés, soit un quart de plus qu'il y a dix ans. En comptant les rééditions et les réimpressions, les 500 principales structures de l'édition ont publié 111 000 titres en 2022. Entre 1999 et 2019, le nombre de nouveautés a augmenté de 76 % (1). L'inflation est devenue structurelle avec la concentration des éditeurs. Ce problème apparu dès les années 1980 et bien identifié depuis les années 2000 s'accroît au fil des rachats successifs par des groupes de plus en plus gros et des milliardaires en quête d'influence (2). « Sur la question de la concentration, les douze premières maisons d'édition en France représentent 87 % du marché et les quatre premières 55 %. Avec ces deux chiffres, on a presque tout dit », résumait Mme Régine Hatchondo, présidente du Centre national du livre (CNL), devant la commission de la culture du Sénat le 29 mai dernier. Une part congrue du marché revient aux autres éditeurs, qui seraient 2 750 selon le ministère de la culture et plus de 4 000 si on compte les plus petites structures parfois gérées bénévolement (3).

Pour conserver sa place, chaque grand groupe cherche à couvrir toute la gamme des publications : essais, littérature adulte, jeunesse, bande dessinée, guide pratique... Il s'agit pour eux d'être présents toute l'année sur les tables des librairies et des grandes surfaces. Un bon moyen d'écraser la concurrence en s'appuyant sur leur point fort, la distribution. Car il faut souligner que les quatre premiers groupes (Hachette, Editis, Madrigall et Média-Participations) possèdent leur propre distributeur, l'acteur-clé qui stocke et transporte les livres jusqu'aux librairies. Ils concentrent ainsi 80 % du chiffre d'affaires lié à la distribution. Or cette organisation s'avère problématique.

Pour M. Jean-Philippe Fleury, attaché commercial aux Belles Lettres Diffusion Distribution (BLDD), « le problème est avant tout structurel. Les acteurs de la "chaîne du livre" sont tous plus ou moins des artisans, et le seul échelon à caractère industriel, celui de la distribution, occupe une position centrale avec un modèle de croissance et des logiques d'accumulation. La distribution impose son tempo et dicte in fine le

rythme des parutions. Le flux prime ainsi sur le fonds. Les temps d'exposition des livres sont de plus en plus courts, une nouveauté chassant l'autre. Tout le monde est sommé d'alimenter la machine : éditeurs, libraires, diffuseurs, au risque de se retrouver hors course ».

En jouant sur des économies d'échelle, les grands groupes négocient ainsi plus facilement les prix d'impression et peuvent se permettre d'imprimer bien davantage que les petites maisons d'édition. Pour capter la moindre part de marché, les premiers inondent ainsi les libraires de titres, quitte à générer beaucoup d'invendus. Les retours effectués par les libraires sont, pour une petite part, réintégrés dans les dépôts des distributeurs, qui en renvoient eux-mêmes certains aux éditeurs (en fonction de l'accord contracté), et ceux restants sont « mis au pilon », selon le jargon de la profession. Ils sont alors récupérés par des entreprises de recyclage, et finissent brûlés ou transformés en pâte à papier pour devenir en grande partie du papier hygiénique ou des cartons d'emballage de pizzas. Cela ne coûte quasiment rien aux maisons d'édition, contrairement à la conservation des livres, qui demande tri, manutention, conditionnement, entreposage et frais de stockage.

Les retours auraient ainsi concerné en moyenne 19,3 % des livres produits en 2021 et 2022, et le pilon 13,9 % – soit 25 000 tonnes de déchets –, selon le Syndicat national de l'édition (SNE), qui fait cette estimation à partir d'un échantillon de six distributeurs qu'il juge représentatifs (4). S'y ajoutent les livres conservés en catalogue un temps avant d'être eux aussi détruits. En comptant le nombre moyen d'invendus entre 2014 et 2022, environ 17,5 % des livres neufs seraient détruits chaque année, la part des recyclés restant faible.

Difficile d'en savoir davantage sur le détail des quantités fabriquées et vendues.

Toute question se heurte à des réponses aux contours flous et aux informations évanescentes. Le petit nombre des « grands acteurs » de la filière cultive le mystère au prétexte de la concurrence... ou de la solidarité. Selon l'observatoire (5) monté par le SLF, le taux de livres renvoyés est plus faible chez les plus petits libraires (14,2 %, contre 20,9 % chez les plus gros). Selon ce même observatoire, cela concerne surtout les nouveautés et plus encore la littérature (30 % des retours pour un peu plus de 25 % du marché). Selon *Livres Hebdo*, le taux moyen de retours atteignait 24 à 26 % en 2022 dans les grandes surfaces culturelles et 27 à 28 % dans les hypermarchés.

Les cinq plus grands acteurs de la distribution (Hachette, Interforum pour Editis, Sodis et Union Distribution pour Madrigall, MDS pour Média-Participations) n'ont pas souhaité répondre à ces questions. Si les données montrent des retours moins importants dans les petites librairies, contrairement aux grandes surfaces culturelles, du côté des distributeurs l'analyse est en réalité plus complexe. Les structures de taille moyenne ont souvent plus de livres renvoyés par les librairies que les gros, mais, finalement, ils pilonnent moins – entre 3 et 14 % des livres produits, contre 13 à 16,5 % pour les cinq grands selon nos calculs. Et ce alors que les best-sellers assurent de très faibles retours à ces derniers. Les petites maisons d'édition vivent souvent dans une économie précaire et préfèrent récupérer leurs défraîchis pour leur donner une seconde vie. Les plus grandes ne se posent même pas la question.

Le bal du pilon

Parmi les plus petits diffuseurs-distributeurs, M. Benoît Vaillant, cocréateur de Pollen, confirme de grands écarts dans les pratiques vis-à-vis des invendus : « *Parce qu'on travaille surtout avec des éditeurs indépendants qui ne peuvent pas réimprimer facilement, seulement 10 à 15 % de nos retours partent au pilon, alors que cela peut concerner les trois quarts pour les plus gros distributeurs. Trier, nettoyer, remettre en stock dans la bonne étagère, tous ces gestes mis bout à bout, ce n'est pas rentable, surtout les formats poche qui sont des gros volumes.* »

Réduire le pilon ou ne pas le pratiquer du tout, certaines maisons d'édition y parviennent. Cela nécessite de porter une grande attention aux quantités imprimées et à la gestion des stocks, mais aussi de conserver dans son catalogue les titres le plus longtemps possible, en réalisant un suivi et des offres commerciales régulières. Pour continuer de faire vivre un titre, les éditeurs le reproposent parfois après quelques années, pour des événements, des catalogues thématiques, lors de la sortie d'un nouveau livre dans une même collection, dans des packs promotionnels. Mais les libraires prennent de moins en moins de livres qui leur semblent risqués.

Au beau milieu de la Touraine, bien loin des centres de distribution de la région parisienne, d'immenses bâtiments abritent la Société genilloise d'entrepôt (SGE). Entre des étagères de plus de cinq mètres de haut, remplies de livres et d'objets divers et variés, un petit local est réservé au rafraîchissement des ouvrages. Six personnes s'activent. Sous la houlette de Pascal, Sylvie, Quentin, Marie-Noël, Laurence et Katia trient des cartons, nettoient les couvertures, décollent les étiquettes, poncent les tranches et gomment les imperfections. À la sortie, les livres semblent comme neufs.

« Avec cette rénovation, on sauve 60 % des retours, 80 % même si l'éditeur accepte les défraîchis, note le directeur Charles Henry d'Ocagne. Pour 50 centimes par livre, cela vaut le coup. C'est dans l'air du temps. On a de plus en plus de maisons intéressées. On devrait passer de deux à quatre millions de livres traités en 2025. »

Quelques éditeurs pionniers, qui publiaient des contenus sur l'écologie, se sont questionnés sur la manière de faire des livres. Terre vivante, par exemple, a fait réaliser une analyse de cycle de vie dès 2011. Une dizaine de maisons, dont Rue de l'échiquier ou Plume de carotte, ont créé le collectif des éditeurs « écolo-compatibles » puis participé à la création de la commission environnement et fabrication du SNE, avant d'en partir : *« Assez vite, on s'en est désintéressé, car ça devenait très "technico-technique". Bien sûr c'est intéressant, mais c'est loin de suffire »*, estime M. Frédéric Lisak, éditeur de Plume de carotte, qui poursuit la réflexion avec l'Association des éditeurs de la région Occitanie (ERO) et les librairies indépendantes de cette région.

Plus récemment, les grands groupes ont commencé à réaliser des bilans carbone. Hachette avait ouvert le bal en 2015. Bayard, Editis, L'École des loisirs, ont suivi, tandis que Madrigall devrait terminer le sien fin 2024. *« Il y a toujours une part du marché qui s'en moque et une autre qui se pose des questions. Depuis trois ans, énormément de maisons d'édition s'intéressent à la question du climat. La fameuse directive européenne de décembre 2022 sur la publication en matière de durabilité par les entreprises a énormément fait bouger les choses »*, s'enthousiasme M. Benoît Moreau, créateur d'Ecograp, une entreprise de conseil qui accompagne éditeurs et imprimeurs dans la mise en place d'une stratégie environnementale. Cette directive impose aux entreprises de plus de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires de réaliser des études plus conséquentes et de présenter des stratégies de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre.

L'analyse de cycle de vie s'avère bien plus intéressante puisqu'elle prend en compte l'ensemble des effets sur l'environnement. Les outils montrent cependant la même chose : le poste le plus délicat revient à la fabrication de papier, qui consomme une grande quantité d'énergie et d'eau et entraîne une dégradation de milieux naturels (6).

Tout comme les céréales, la pâte à papier s'échange sur un marché mondial que se partagent une vingtaine de multinationales, bien plus puissantes que les éditeurs français. Problème : ce système invisibilise l'origine de la fibre de papier et donc des forêts dont elle est issue. Une papeterie établie en France ou en Norvège, lorsqu'elle ne transforme pas elle-même la cellulose en pâte à papier, reçoit sa matière première d'un peu partout, explique M. Daniel Vallauri, coauteur de trois rapports sur l'édition au Fonds mondial pour la nature (WWF) : *« Faire du papier, c'est une grosse cocotte-minute dans laquelle on met plein de choses et, selon les approvisionnements, vous pouvez avoir de la pâte à papier qui vient du Brésil mélangée avec celle qui vient de chez nous. En Italie et en Espagne par exemple, il y a beaucoup d'importations du Brésil. »* Selon lui, le mode de gestion des forêts est déterminant : *« Au Brésil ou en Indonésie, on trouve des plantations industrielles d'eucalyptus ou d'acacias. Quand ces cultures sont coupées au bout de dix ans seulement, la biodiversité n'a pu s'y développer. Il faudrait améliorer la part laissée à la nature. »*

Fabriquer sans nuire

Dans l'ignorance de l'origine du papier, nombreux sont ceux qui s'en remettent aux labels. Celui du Conseil de gestion des forêts (CGF, ou FSC selon le sigle anglais) garantit l'existence d'un plan de gestion forestière, un niveau de qualité et une traçabilité. Celui du programme de reconnaissance des certifications forestières (PECF, ou PEFC) ne valide qu'un engagement d'amélioration continue. Selon le SNE, 98 % des papiers achetés par les éditeurs français étaient labellisés en 2022, mais le syndicat ne recense pas le type de label utilisé. Or il y a de grandes différences entre les deux. *« Le PEFC est le label monté par l'ensemble de l'industrie, résume M. Vallauri. C'est l'équivalent de l'agriculture raisonnée face au bio. D'un point de vue forestier, l'exigence du PEFC est d'une façon générale bien en dessous du FSC, y compris en France. Et c'est d'autant plus critiquable qu'on est dans un contexte de plantations très intensives, industrielles, et dans des régions où il y a de l'exploitation illégale. Le FSC n'est pas parfait, mais il impose un certain nombre de cadrages, plus exigeants. »*

Des enquêtes journalistiques, comme celle diffusée sur France 2 en 2017 (7), ont montré que les organismes attribuaient la certification PEFC à tout à fait autre chose que des forêts... En 2023, les organisations non gouvernementales Greenpeace Canada et Auriga Nusantara ont protesté auprès du FSC contre l'entreprise canadienne Paper Excellence, dirigée par M. Jackson Widjaja. En cause, ses liens avec l'entreprise indonésienne Asia Pulp & Paper, dirigée par son père. Cette dernière a perdu sa certification à la suite de divers scandales, en 2013 comme en 2023, pour sa pratique de déforestation forcenée et d'implantation de monocultures d'acacias (8). Paper Excellence est aussi la maison mère de Fibre Excellence, qui détient deux usines de pâte à papier en France, à Saint-Gaudens et à Tarascon. Le Consortium international des

journalistes d'investigation (ICIJ) a signalé qu'un fournisseur de ces usines avait été condamné pour vol de bois dans les Pyrénées, alors qu'elles affichent les certifications forestières FSC et PEFC (9). Le SNE n'a pas de réponse à ces interrogations. « *Notre cheval de bataille, c'est que tout le monde demande un papier certifié à son imprimeur* », se contente de rétorquer Mme Karen Politis Boubliil, la chargée de mission de la commission environnement et fabrication au SNE.

Le papier destiné à l'impression de journaux, de livres ou de brochures est appelé « papier graphique » et défini par un poids de moins de 224 grammes au mètre carré. La France et l'Europe en fabriquent de moins en moins. « *L'Europe en produisait cinquante millions de tonnes en 2005 et seulement vingt millions en 2022* », confirme M. Jan Le Moux, directeur économie circulaire et politiques produits de Copacel, la fédération française des papetiers.

Certes, les livres ne consomment que 9 % du papier graphique utilisé en France, soit 215 200 tonnes en 2022. Mais 125 400 tonnes venaient de l'étranger (10). En outre, la pâte à papier produite dans l'Hexagone contient en moyenne 6,5 % de bois importé. Alors qu'on parle de réindustrialisation depuis la crise du Covid, l'édition poursuit le chemin inverse vers davantage de délocalisations. Dans l'impression déjà, des savoir-faire ont été perdus ou coûtent trop cher pour certains ouvrages complexes : livres pour enfants avec fenêtres-surprises, rabats ou leporellos (livres-accordéons) sont souvent fabriqués à la main en Asie.

Depuis les années 2000, les papeteries françaises qui produisaient du papier graphique ont fermé les unes après les autres ou se sont converties à la production d'emballage et de carton pour répondre à la demande croissante de la vente en ligne. Produire du carton pour Amazon s'avère plus rentable que de fabriquer du papier pour l'édition. En septembre 2023, Lecta a fermé sa ligne de papier graphique sur le site de Condat en Dordogne, entraînant le licenciement de 187 salariés, sans compter les 26 d'une entreprise de sous-traitance. « *Notre machine numéro 4 était la dernière qui fabriquait du papier couché deux faces en France* », précise M. Philippe Delord, délégué Confédération générale du travail (CGT) à Condat. En dépit de ces fermetures, Lecta a bénéficié de 14 millions d'euros de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) pour améliorer son rendement en construisant une chaudière à biomasse qui brûlera des déchets apportés par le groupe de recyclage Paprec.

La région Nouvelle-Aquitaine a, elle, prêté à taux zéro 19 millions d'euros en 2020 pour transformer la dernière machine de l'entreprise : « *La machine numéro 8 sur laquelle je travaille maintenant produit de la glassine, le papier ciré et translucide utilisé comme support pour les étiquettes autocollantes. Avant, elle faisait du papier couché de très faible grammage. Ils ont eu une aide de 33 millions et, en contrepartie, ils se sont pourtant permis de licencier.* » Une demande de remboursement de la part de la région est en cours. Les papetiers ont par ailleurs tous installé des chaudières à biomasse et bénéficié d'aides de l'État en soutien à la transition énergétique.

Si la composition des papiers fut à l'origine de nombreuses dérives dès la fin du XIXe siècle, elle s'est nettement améliorée : « *Dès 1860, l'usage du bois devient massif, raconte M. Olivier Piffault, directeur de la conservation de la BNF. On broie les fibres, mais surtout on les sature de colle et d'adjuvants (du kaolin, de l'amianté...). Les papiers produits entre 1870 et 1970 environ donnent ce qu'on appelle les papiers acides. En vieillissant, ces papiers changent de couleur et deviennent cassants. Ils se déchirent, se fragmentent. Certains comme ceux des Folio ne tenaient même pas dix ans. Après 1980, des normes sont apparues pour exclure les éléments agressifs. Depuis trente ans, on utilise de plus en plus des azurants optiques pour blanchir le papier. Pour l'instant, on n'observe pas d'effets sur la structure.* »

Plusieurs outils permettent aux acheteurs de savoir comment a été fabriqué le papier, avec quelles émissions de gaz à effet de serre et pour quelle quantité d'énergie. L'association Environmental Paper Network permet par exemple de calculer l'impact environnemental de n'importe quel papier. Chaque papetier peut aussi faire une déclaration sur la composition de son produit, l'énergie nécessaire à sa fabrication... Mais, au sein des maisons d'édition, nombreux sont les responsables de fabrication qui ne se renseignent pas à ce sujet. En outre, de très nombreuses structures n'achètent pas directement leur papier. Elles laissent ce travail aux imprimeurs, pour des raisons de temps, de négociation et donc de coûts.

Le règlement européen contre la déforestation et la dégradation des forêts, voté par l'Union européenne en mai 2023, vise à interdire tout produit ayant contribué à la dégradation des forêts après le 30 décembre 2020 (11). Il faudrait pour cela identifier précisément la parcelle dont est issu tout arbre transformé, et donc aussi toute fibre de papier. Si cela permettrait de mieux tracer les produits issus des forêts, certains acteurs le perçoivent comme un cauchemar. Et la plupart des papetiers s'y opposent... « *Avec ce règlement, les gros éditeurs demandent à leurs fournisseurs l'origine de leurs produits et ça va profiter aux petits, comme nous, parce que les imprimeurs vont être obligés de mettre en place des outils. Ils ne pourront plus répondre qu'ils ne savent pas* », se réjouit M. Mathias Echenay, éditeur de La Volte, membre de la commission environnement du SNE.

Au vu des difficultés à « produire sans nuisance », on pense recyclage. Mais le papier recyclé n'est pas très aimé dans l'édition. Seulement 1 % des livres en contenaient en 2022, contre 3 % en 2012 ! Il fait l'objet de réticences surprenantes. La première est que les lecteurs et les lectrices le trouveraient moins beau. On prétexte aussi une difficulté pour obtenir certaines couleurs pour les livres illustrés – cela nécessiterait un travail plus important. Un troisième argument affirme qu'il durerait moins longtemps : le procédé casserait les fibres qui le composent. On estime toutefois qu'il est possible de le recycler sept fois et qu'il durerait au minimum cinquante ans – tandis que ceux fabriqués après-guerre seraient décomposés en moins de vingt ans... Selon des analyses de cycle de vie menées par l'Ademe (12), le recyclage permet en réalité une économie de 4 521 kilowattheures d'énergie par tonne de papier et carton, et une réduction non négligeable de l'usage des sols ou de l'eutrophisation de l'eau douce et marine. Si le circuit de recyclage utilise des quantités importantes d'énergie et émet des gaz à effet de serre, il évite tout de même 84 kilogrammes équivalents CO² par tonne de papier-carton produite par rapport à la fibre vierge.

Les éditeurs disent qu'il y a pénurie, et que le papier recyclé est de ce fait plus cher. Les producteurs rétorquent qu'il n'y a pas de demande. Des usines ont fermé, à l'image de l'immense site de Chapelle Darblay, qui produisait du papier journal 100 % recyclé jusqu'en 2020. Pourtant il y a de la matière. Le gisement de papiers et cartons récupérés était de 6 584 kilotonnes (kt) en 2022, mais à peine 512 kt ont été convertis en papier graphique, le reste servant pour les emballages et le papier hygiénique (13).

Cela peut surprendre, mais les diverses lois passées en 2015, 2020 et 2023 pour la transition énergétique et pour l'économie circulaire ne s'appliquent pas au livre. Cela signifie que les éditeurs ne paient pas d'écocontribution et que les livres ne sont pas triés par les collectivités. Le volume jeté n'est pas non plus mesuré. Ce qui rend impossible une quantification réelle. « *Le livre s'achète, se transmet, on le revend d'occasion. Il ne se jette pas. Et si, d'aventure, il est trop usé pour être encore lu et qu'il doit être jeté, il y a la poubelle pour cela.* » Voilà comment M. Pascal Lenoir, président de la commission environnement et fabrication du SNE, traitait la question en 2017 (14).

Surprenantes réticences

Pourtant, on jette aussi les livres. En dehors du pilon, les gens vident leurs étagères, les bibliothèques ayant une place limitée. Des acteurs comme Emmaüs ou Recyclivre indiquent par exemple devoir jeter respectivement 85 % et 50 % des livres qu'ils récupèrent. Le WWF estime que jusqu'à 63 000 tonnes de livres sont jetées dans les poubelles en France et que, en intégrant le pilon, jusqu'à 170 000 tonnes pourraient être recyclées (15).

Enfin, certains imaginaient que le numérique apporterait des solutions. C'est tout le contraire. De manière générale, les coûts cachés et les nuisances des écrans sont toujours plus importants (16). Il en va ainsi lorsque l'on compare le livre papier avec une liseuse, pourtant bien moins énergivore qu'une tablette ou un micro-ordinateur. Des équipes de recherche ont réalisé des analyses de cycle de vie. Leurs résultats diffèrent, mais plusieurs concluent qu'une liseuse ne devient plus vertueuse qu'à partir de quarante ouvrages par an, ce qui concerne peu de lecteurs (17).

Les grands acteurs de la filière n'hésitent pas à brandir l'exception culturelle pour défendre leur marché contre toute obligation de transparence. Mais, quand on les titille sur leurs pratiques, ils préfèrent ne pas répondre. Que penser d'une industrie qui refuse de communiquer sur ses pratiques, tout en jouant de ses relations pour échapper à des réglementations plus sévères ?

Claire LECŒUVRE, journaliste (Monde diplomatique, octobre 2024)

(1) « Chiffres-clés, statistiques de la culture et de la communication 2023 », ministère de la culture, édition 2023, 16 mars 2024.

(2) Lire Jean-Yves Mollier, « Édition, le tournis des concentrations », *Le Monde diplomatique*, octobre 2022, et Thierry Discepolo, *La Trahison des éditeurs*, Agone, Marseille, 3^e édition, 2023.

(3) « Étude sur la situation des maisons d'édition de petite et moyenne dimensions », ministère de la culture, 12 mars 2023.

(4) « Étude sur les tonnages de livres transportés dans l'édition : retours, pilon et recyclage (2021-2022) » <https://www.sne.fr/actu/etude-sur-les-tonnages-de-livres-transportes-dans-ledition-retours-pilon-et-recyclage-2021-2022/> », SNE, 22 décembre 2023.

(5) Observatoire de la librairie française, « Étude sur les retours », octobre 2023.

(6) « Fabriquer des livres, quels impacts sur l'environnement ? » (PDF), livret de Terre vivante.

(7) « Razzia sur le bois », émission « Cash Investigation », 24 janvier 2017.

(8) « APP Sinarmas : Forest promises pulped », Greenpeace, 25 octobre 2023.

- (9) Vincent Nouvet et Adrien Sénecat, « Le tour de passe-passe de deux groupes pour dévorer le marché mondial du papier », *Le Monde*, 1^{er} mars 2023.
- (10) « Flux de papiers graphiques en France », Ademe, septembre 2023.
- (11) « Règlement du Parlement et du Conseil relatif à la mise à disposition sur le marché de l'Union et à l'exportation à partir de l'Union de certains produits de base et produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts » (PDF), 31 mai 2023.
- (12) « Bilan national du recyclage 2012-2021 », Ademe, mars 2024.
- (13) « Rapport statistique 2022 de l'industrie papetière française » (PDF), Copacel, juillet 2023.
- (14) Antoine Houry, « L'édition et l'environnement : “70 % des romans sont imprimés en France” », Actualité, 18 décembre 2017.
- (15) Julien Tavernier, Lisa King, Juliette Kacprzak et Daniel Vallauri, « Vers une économie plus circulaire dans le livre ? » (PDF), rapport du WWF, 2019.
- (16) Cf. Guillaume Pitron, *L'Enfer numérique. Voyage au bout d'un like*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2021.
- (17) Harish K Jeswani (sous la dir. de), « Is e-reading environmentally more sustainable than conventional reading ? », *Clean Technologies and Environmental Policy*, n° 17, 2015.

« L'Occident ne peut pas se cacher », à propos du film d'Al Jazeera



Le documentaire d'Al Jazeera est dédié à la mémoire de toutes les personnes travaillant pour des médias ayant été assassinées par l'armée israélienne à Gaza.

Le film s'appuie sur l'analyse de plusieurs milliers d'images et de vidéos nominatives postées directement en ligne par les soldats de l'armée israélienne (Brigade 261-Pelech compagnie, 101 bataillon, parachutistes, groupes du génie de combat, 890 bataillon de parachutistes, 614 bataillon, 460 brigade, compagnie de la division de Gaza, brigade Givati, brigade Golani, 8219 bataillon, 551 brigade...). Des officiels israéliens et des membres de la société civile ont diffusé depuis le 7 octobre 2023 jusqu'en août 2024, attestant ainsi, souvent avec une fierté assumée, du « premier génocide en live sur les écrans ».

L'ensemble des images et vidéos ont été montrées à des professionnels de la guerre et du droit international (Pr Yossi Melkelberg-Professeur en relation internationale, Mr Charlie Herbert – Général supérieur armée britannique, Mr Andreas Krieg – analyste de la sécurité au King's College de Londres, Mr Rodney Dixon KC-expert en droit international) et des professionnels du droit humanitaire (Mr Bill Van Esveld- directeur associé de « human rights watch »). Ils confirment tous avec effroi le non-respect des règles de la guerre et du droit humanitaire par Israël : meurtres de personnes non armées, destructions disproportionnées de bâtiments civils sans occupants, destruction de villages entiers, destructions de biens civils, de magasins d'alimentation...

Les images et vidéos parlent d'elles même :

- les destructions systématiques des écoles, universités, hôpitaux, lieux de cultes, résidences civiles
- les réjouissances des unités de l'armée (chansons, danses,) lors des destructions massives, des assassinats, des tortures, des viols.
- les vols de biens personnels dans les maisons de Palestiniens (sous-vêtements, argent, mobiliers...).
- la réjouissance des civils israéliens lors de fêtes, chantant et dansant, en appelant à la destruction des villages palestiniens.
- le soutien de la population civile contre l'arrestation des gardiens de la prison de Ste Teiman ayant violé un prisonnier (ayant entraîné rupture de l'abdomen, côtes cassées...).

En outre, comme le montre le documentaire, l'ensemble de la population palestinienne est prise pour cible par des snipers et des chars, avec la « bénédiction » des plus hauts responsables du pays. Le président Isaac Hertzog a même déclaré « C'est une nation entière qui est responsable... », le ministre de la défense Mr Yoav Gallant a lui affirmé : « Nous imposons un siège complet de Gaza : pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas d'essence... nous combattons des animaux-humains ». On entend une conversation

entre deux lieutenants se réjouir et dire après avoir détruit plusieurs quartiers, « il ne restera même pas la mémoire d'eux ».

Et ce n'est pas tout, cette déshumanisation se poursuit à travers :

- le génocide du peuple palestinien
- la faim utilisée comme arme de guerre, des enfants squelettiques mourant de faim
- les multiples déplacements de population

Mais aussi :

- les arrestations collectives avec humiliations, tortures et viols attestent de l'esprit des militaires qui est contraire au droit international (Mr Charlie Herbert – Général supérieur armée britannique , Mr Rodney Dixon KC – expert en droit international)
- les meurtres systématiques par drones, par des snipers sur la population non armée : journalistes, des professionnels de santé, humanitaires, des personnes âgées, des femmes, des enfants...
-

Le 25 juillet 2024, une lettre écrite par 45 médecins américains ayant travaillé à Gaza est publiée à l'attention du Président Biden: « Chacun de nous avons tenté de soigner, tous les jours, des enfants qui avaient reçus des balles dans leur tête et dans leur poitrine ».

Complicité des tiers dans le génocide...

Bill Van Esveld, directeur associé de Human Rights Watch, fait remarquer que les participants de ces massacres combattant pour l'armée israélienne ont pour la plupart une double nationalité, ce qui rend également leur seconde patrie responsable des actes de leur citoyens. En outre, les alliés d'Israël utilisent Chypre comme base militaire pour le transport d'armements militaires « offerts » à Israël venant principalement de la Grande Bretagne, des États-Unis , l'Allemagne et des pays de l'ouest, ce qui constitue « des violations du droit humain international et atteste de la complicité profonde de ces pays ».

En août 2024, 356 militaires israéliens sont morts et 10 056 autres ont été blessés selon la défense militaire israélienne.

Le nombre de morts palestiniens était officiellement de 41 586 , avec 96 210 blessés. Cependant, ce nombre ne tient pas en compte les milliers personnes toujours sous les décombres, les personnes mortes de famine ou décédées par manque de soins et/ou de médicaments.

Leila SALHI
8 octobre 2024

Source : Gaza – Enquêtes d'Al Jazeera

Source : investig'Action